

*Les subsides*

Quatrièmement, nous avons accepté de discuter des nouvelles questions que sont les services, les mesures d'investissement liées au commerce et la propriété intellectuelle. Ce sont des secteurs auxquels le GATT n'a pas touché, et les services en particulier occupent une place très importante dans l'économie canadienne.

Il ne s'agit pas de la liste complète de nos réalisations, mais elle souligne la vigueur de nos engagements envers le GATT.

Les négociations de Punta del Este ont été un grand succès tant sur le plan international que national. Elles contribueront à endiguer la montée du protectionnisme et, dans la mesure où les prochaines négociations consolideront le système commercial international, elles vont améliorer les perspectives commerciales du Canada.

Ces négociations ont également d'importantes conséquences sur le plan national. Pour la première fois depuis que le Canada participe aux négociations commerciales multilatérales, c'est-à-dire depuis une quarantaine d'années, une délégation de ministres provinciaux et de députés de l'opposition assistait aux délibérations. La délégation canadienne était également accompagnée de représentants du secteur privé. C'est là un bon exemple du genre de concertation et de collaboration que favorise le gouvernement.

Tous les députés conviendront sans doute que l'approche multilatérale de notre politique de négociations est bien en place. Je l'ai déjà décrite à la Chambre.

Venons-en à nos négociations commerciales avec les États-Unis. De nombreux Canadiens se sont rendus compte que nous exportons de plus en plus vers un marché étranger, celui des États-Unis et que la montée du protectionnisme se faisait plus pressante, dans le monde entier. C'est cette prise de conscience qui est à l'origine de cette initiative. Quel est le but de ces négociations? Nous voulons redéfinir les règles qui régissent actuellement les échanges entre nos deux pays. Nous voulons garantir et élargir notre accès au marché américain en signant un traité à long terme qui liera les deux parties.

Le député d'Essex—Windsor ne cesse de répéter qu'il s'agit de tractations secrètes et que nous gardons le silence absolu sur nos agissements. Comme je n'ai cessé de le répéter, nous voulons obtenir la sécurité d'accès, la croissance de nos exportations et un traité irrévocable, à long terme.

Nous voulons mettre un terme au harcèlement dont nous avons fait l'objet aux États-Unis. Nous voulons protéger d'importants secteurs comme l'industrie forestière des pressions protectionnistes.

Nous voulons que nos relations commerciales reposent sur des bases plus solides et nous voulons donner davantage confiance aux investisseurs et aux producteurs du Canada. Tels sont nos objectifs et leur réalisation servira les intérêts nationaux.

Les États-Unis ont pris un grand nombre de mesures dont nous sommes mécontents. Nous aurions tort selon nous, de chercher à éluder la menace du protectionnisme. Nous devons plutôt l'aborder de front au cours de nos négociations dans l'espoir d'établir une meilleure structure d'échanges.

La série de mesures qui a récemment abouti à l'imposition d'un droit provisoire de 15 p. 100 sur les exportations canadiennes de bois d'oeuvre, prétendument pour compenser les

subventions canadiennes, est un bon exemple du genre de harcèlement dont se plaignent les Canadiens. Cette décision nous inquiète et devrait inquiéter tous les partenaires commerciaux des États-Unis étant donné que ces derniers cherchent à dicter aux autres gouvernements la façon de gérer leurs ressources naturelles. En outre, nous estimons que cette décision provisoire du département du Commerce des États-Unis n'a aucun fondement juridique, qu'elle présente de gros défauts et qu'elle n'est pas conforme aux obligations contractées par les États-Unis dans le cadre du GATT. Voilà pourquoi, à la suite de la rencontre que j'ai eue, la semaine dernière, à Toronto, avec mes homologues provinciaux et des représentants du patronat et des syndicats, nous avons convenu à l'unanimité de nous battre pour faire renverser cette décision. A ma grande satisfaction, notre regroupement est demeuré fort et uni.

Le député laisse constamment entendre que nous avons agité le drapeau blanc dans l'espoir de parvenir à un règlement hors cour. Je le répète, en raison de la gravité de ce genre de décision, de son importance pour les relations canado-américaines, et compte tenu des précédents que cela établit pour les autres industries du Canada, les provinces propriétaires des ressources, l'industrie qui les gère, les travailleurs auxquels elles fournissent de l'emploi et le gouvernement fédéral ont convenu, à l'unanimité, de tenter d'obtenir un règlement hors cour afin d'éviter le genre de situation juridique dans laquelle nous sommes actuellement.

Même si les États-Unis ont pris récemment d'autres mesures regrettables qui nous inquiètent et dont nous devons également nous occuper, n'oublions pas que, grâce à nos efforts diligents, nous avons réussi à contrer des initiatives qui auraient eu de fâcheuses conséquences pour le Canada. Il est rare que l'opposition parle de ces succès et nous en reconnaissons le mérite.

Si vous me le permettez, je voudrais en énumérer quelques-uns. Nous nous sommes opposés avec succès aux restrictions sur les importations d'uranium en provenance du Canada; aux restrictions sur les importations de potasse du Canada; aux changements à la politique du Département de la défense en matière d'achat; au projet de loi sur divers tarifs qui visait à modifier à notre détriment diverses dispositions tarifaires; à la modification relative à une nouvelle attribution de quotas pour le sucre; et à la mesure législative sur les quotas à l'importation d'acier. Nous nous sommes opposés aux dispositions de la loi sur l'aide aux transports de surface qui visaient à promouvoir l'achat de produits américains et la participation des industries américaines; aux dispositions semblables des règlements sur le pétrole; et à la préférence accordée aux produits américains par la NASA dans ses achats. Nous avons lutté avec succès contre toutes ces mesures de harcèlement et ces menaces à notre position et nous continuerons de le faire avec ou sans l'appui de l'opposition.

• (1200)

Je voudrais maintenant revenir aux négociations commerciales avec les États-Unis. Malgré l'énorme croissance du commerce entre le Canada et les États-Unis et les changements profonds qui se sont produits dans nos rapports commerciaux, il y en a qui s'opposent aujourd'hui à toute tentative en vue d'améliorer nos rapports avec nos voisins. Il y en a encore qui